

Questions orales

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

L'ÉCONOMIE

LE NIVEAU DES TAUX D'INTÉRÊT—LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

L'hon. Michael Wilson (Etobicoke-Centre): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre d'État au Développement économique et régional. Le gouvernement a permis aux taux d'intérêt de grimper de près de 1 p. 100 au cours des trois ou quatre dernières semaines. Cela me paraît être une politique tout à fait inopportune alors que le taux de chômage grossit et qu'on prévoit qu'en 1984 la croissance des investissements du secteur privé—lequel est très durement touché par les taux d'intérêt élevés—sera nulle. Le ministre pourrait-il nous expliquer cette politique tout à fait irrationnelle et inopportune?

L'hon. Donald J. Johnston (ministre d'État chargé du Développement économique et régional et ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie): Monsieur le Président, tout d'abord, le député sait fort bien qu'il ne s'agit pas d'une décision politique, mais bien d'une fluctuation du marché. Personne de ce côté-ci n'est en faveur de taux d'intérêt élevés, et j'espère que nos vis-à-vis partagent ce point de vue.

Souvenons-nous des résultats positifs que nous avons obtenus l'année dernière et à quel point nous avons réussi à mater l'inflation durant cette période. La question du député dénote de la naïveté puisqu'elle laisse entendre que cette fluctuation des taux d'intérêt dépend d'une décision politique. Nous connaissons tous les facteurs qui influent sur les taux d'intérêt. Nous avons déjà connu cette situation difficile. Assurons-nous qu'elle ne se reproduise pas.

COMPARAISON DE L'ÉCONOMIE DU CANADA AVEC CELLE DES ÉTATS-UNIS

L'hon. Michael Wilson (Etobicoke-Centre): Monsieur le Président, c'est précisément ce dont je parle. Pourquoi le gouvernement permet-il aux taux d'intérêt d'augmenter à nouveau? Le ministre des Finances a prétendu que cela découlait de la hausse des taux d'intérêt aux États-Unis. Cependant, l'économie américaine se porte bien, contrairement à la nôtre. Aux États-Unis le taux de chômage baisse alors que le nôtre grimpe. Les investissements privés atteignent des niveaux record alors que les nôtres stagnent. Enfin, les ventes au détail sont en hausse, alors qu'elles sont en baisse chez nous.

Il est absolument insensé de laisser les taux d'intérêt grimper au Canada. Le ministre prétend-il qu'il n'y a aucune autre solution et que le gouvernement n'a aucune marge de manœuvre ni aucun autre choix que de simplement s'aligner sur la politique américaine et voir notre économie sombrer de nouveau?

L'hon. Donald J. Johnston (ministre d'État chargé du Développement économique et régional et ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie): Eh bien, monsieur le Président, nous en revenons, semble-t-il, aux débats qui ont eu lieu ici même au cours des dernières années. Nous avons débattu à satiété la question des taux d'intérêt et des facteurs qui influent sur ces derniers. Nous savons tous à quelles pressions extérieures nous sommes soumis.

Ce que nous pouvons faire pour améliorer la situation dans le domaine des taux d'intérêt—et c'est ce que nous avons fait—c'est de contrôler l'inflation. Je suis persuadé que le

député sera le premier à le reconnaître. Nous avons obtenu d'excellents résultats à cet égard. Espérons que cette tendance se poursuivra et que nous pourrions réduire davantage le taux d'inflation. C'est l'une des mesures à notre portée, et nous poursuivrons les efforts que nous avons entrepris en ce sens.

LES CONSÉQUENCES DES EMPRUNTS DU GOUVERNEMENT

L'hon. Michael Wilson (Etobicoke-Centre): Monsieur le Président, on dirait que le député ne s'est pas encore aperçu que nous parlons aujourd'hui des besoins financiers du gouvernement. Le ministre ne niera certes pas ce qu'il a déclaré lui-même, qu'avec un déficit de 30 milliards de dollars, nous aurons une devise chancelante et des taux d'intérêt élevés ou peut-être les deux à la fois si le gouvernement ne cesse pas d'emprunter. N'avons-nous pas, somme toute, hérité des emprunts inconsidérés du gouvernement et de sa mauvaise gestion chronique des deniers publics? N'est-ce pas pour cette raison que notre dollar bat de l'aile et que le gouvernement est forcé de laisser les taux d'intérêt grimper?

● (1420)

L'hon. Donald J. Johnston (ministre d'État chargé du Développement économique et régional et ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie): C'est tout le contraire, monsieur le Président. Le ministre des Finances a déjà expliqué plusieurs fois quelle était la position du gouvernement à propos du déficit. Tous les pays s'inquiètent de leur déficit. Les Américains s'en préoccupent et nous aussi.

M. Wilson: Mais eux, ils sont passés à l'action.

M. Johnston: C'est justement pour cela que le ministre des Finances a pris les mesures qu'il a annoncées dans son budget. Il faut réduire les déficits, mais progressivement, sans heurts. Nous savons tous, bien sûr, que le fait d'emprunter n'est pas sans avoir de conséquences. Plus notre dette est grande, moins nous pouvons consacrer d'argent aux programmes que le gouvernement aimerait bien mettre sur pied. Les Français, les Britanniques et les Américains sont aux prises avec le même dilemme. C'est pour cette raison que le ministre fait preuve de modération en réduisant le déficit progressivement sur plusieurs années.

LE MONTANT DES EMPRUNTS DU GOUVERNEMENT

L'hon. John C. Crosbie (Saint-Jean-Ouest): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre chargé du Développement économique, qui est censé représenter la voix de l'intelligence tranquille au gouvernement. Comme on peut le voir, il est effectivement tranquille.

Le ministre a déclaré le 9 mars que les gens doivent comprendre que les gouvernements ne peuvent continuer indéfiniment à emprunter. Étant donné que le gouvernement actuel a emprunté 101 milliards de dollars au cours des onze dernières années et qu'il prévoit d'emprunter encore, portant ainsi son déficit global à 142 milliards de dollars cette année et pour les quatre prochaines années, que doivent en déduire les Canadiens? Que le gouvernement se compose entièrement d'hypocrites qui ne donnent jamais suite à leurs propres recommandations? Est-ce là ce qu'ils doivent en déduire?

L'hon. Donald J. Johnston (ministre d'État chargé du Développement économique et régional et ministre d'État chargé